



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr. Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50
 Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Parait le vendredi
 Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Le 20 Mai,
tous à Vincennes !

Le 27 Mai,
tous au Mur des Fédérés !

BLOC PROLÉTARIEN contre "L'ÉTAT FORT"

Le gouvernement DOUMERGUE devant l'obstacle

Doumergue a confirmé au micro, cette semaine, notre analyse de la semaine dernière. La rentrée des chambres — séance de pure forme sans discussions — le montre aussi : le cabinet Doumergue, sentant s'approcher rapidement la crise qui le jettera bas, a tout fait pour éviter à la Chambre une discussion publique.

Le Congrès de l'U.N.C. à Metz, le Congrès radical à Clermont-Ferrand, lui ont donné satisfaction. L'un et l'autre se sont ralliés à l'Union Nationale; mais l'U.N.C. enregistrait sa victoire et le parti radical sa défaite. Et c'est pourquoi les anciens combattants et les radicaux ont vu naître en leur propre sein des mouvements d'opposition qui mettent en péril leur collaboration avec le gouvernement.

La bande Tardieu-Herriot s'est alors empressée d'étouffer les protestations grandissantes; elle négocia cet étouffement. Pour Jeanne d'Arc tous les fascistes de Paris ont défilé quasi-officiellement. Mais la Chambre n'a pu tenir une véritable séance. Ainsi, la poigne réactionnaire continue à tenir sous sa terreur les pauvres radicaux et autres.

Cependant, les masses n'acceptent pas cet état de choses. On l'a bien vu par la sympathie qu'ont rencontrée les anciens combattants et l'A.P.A.C., manifestant contre la politique de déflation, approuvée par Rivollet.

On l'a vu par la scission du parti radical, qui aura un grand écho auprès des militants de base abusés par les comédies d'Herriot, Caillaux et autres. Enfin, la classe ouvrière, les couches frappées des fonctionnaires continuent à organiser la résistance, et les attaques contre le front unique prolétarien n'ont pas triomphé.

Alors, dans son appel d'une répugnante hypocrisie, Doumergue prêche la trêve, la paix; il se plaint de ce que l'on se bat « par dessus sa tête » malgré les engagements pris. Mais derrière cette plumeuricherie apparente se cache la volonté de poursuivre l'œuvre de répression brutale et sanglante déjà entreprise !

Sur cette voie, Doumergue-Tardieu se heurte à des contradictions grandissantes et de plus en plus difficiles à surmonter. Pour y parvenir, le gouvernement fait annoncer qu'il va passer à la réalisation de la « réforme de l'État » préconisée depuis longtemps par Tardieu.

Mais il ne tient pas à provoquer des élections générales avant d'avoir procédé à ce remaniement, qui assurerait une prédominance incontestée, selon eux, aux éléments dictatoriaux, « bonapartistes ». C'est pourquoi il maintient, suspendue sur les radicaux, néos, et autres, la menace de la dissolution.

Cependant l'agitation d'une période électorale ne serait pas seulement utilisée par la réaction. Les masses travailleuses en mouvement, écrasées par la déflation, y exprimeraient leur révolte. Une telle crise, à l'heure où le nouvel appareil de l'État fort ne serait pas bien mis au point, pourrait avoir de graves répercussions dans les différentes couches de la bourgeoisie dirigeante. La résistance de la classe ouvrière pourrait se transformer en offensive. Les masses exploitées, s'appuyant sur leurs propres organisations, sans illusions sur le rôle de la nouvelle Chambre à élire, poseraient la question du pouvoir, exigeraient énergiquement des mesures économiques qui battraient en brèche la domination capitaliste.

Voilà pourquoi le mouvement combattif en faveur du front unique a une importance si décisive à l'heure actuelle. Plus la crise nouvelle mûrira, plus le besoin absolu s'en fera sentir. Aussi bien pour opposer le plan de libération de la classe ouvrière, que pour riposter aux bandes fascistes armées, il est nécessaire de hâter la constitution des Comités d'Alliance Ouvrière, l'organisation de la milice ouvrière.

Les bandes fascistes, les gardes prétoriennes du Capital — depuis la garde mobile jusqu'aux Croix de Feu — conscientes des difficultés nouvelles, se déploient au grand jour; elles menacent, elles se préparent à agir contre les prolétaires pour appuyer les nouveaux coups d'État de Tardieu, des Chiappe et des Weygand. Toute organisation prolétarienne qui ne tourne pas ses yeux se ce côté, prépare la défaite.

La marche des événements met à l'ordre du jour une nouvelle crise décisive. Les masses travailleuses en sont averties par le gouvernement lui-même. A nous de savoir, sans perdre un instant, l'éclairer et guider leur marche.

Contre les déflationnistes, les spoliateurs, les ploutocrates, contre ceux qui dépouillent l'ouvrier, le paysan, le fonctionnaire et le petit commerçant, contre les assassins, dressons le front uni des masses qui réclament la fin de ce régime de misère et de terreur !

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

Les deux voies du Parti Socialiste

Nous n'examinerons pas aujourd'hui le dédale de motions présentées dans les diverses fédérations socialistes avant le congrès de Toulouse. Nous nous bornerons à dire clairement qu'à travers cette multiplicité de points de vue s'exprime une division fondamentale dans le parti socialiste : bloc bourgeois des gauches, ou bloc prolétarien? Continuation de la politique de capitulation « démocratique » devant la réaction et le fascisme, ou évolution vers le marxisme?

La crise du parti radical a fait naître dans certains milieux dirigeants socialistes un grand espoir : celui de se développer vers la droite et de remettre sur pied un nouveau cartel des gauches. Ce plan n'est pas seulement celui de Frossard c'est au fond aussi celui de Blum, de P. Faure et des « planistes ».

On pourrait, pensent-ils, faire alliance, peut-être même attirer les jeunes radicaux déçus par le Congrès de Clermont; ne les inquiétons pas. N'inquiétons pas non plus les néos, dont l'aide est nécessaire pour cela. Dans ce cas il faut mener toute une politique qui ne risque pas d'effaroucher ces alliés éventuels, et ne leur donne pas l'occasion de reprocher aux socialistes leur attitude révolutionnaire.

Contre l'expulsion de Trotsky !

18 Mai
 SALLE DU CONSERVATOIRE
 à LILLE
 meeting de protestation

Sous la présidence de Roger SALENGRO
 Député-Maire de Lille

ORATEURS :
 Cornette, de la Ligue Communiste;
 Salengro, du Parti Socialiste S.F.I.O.;
 Gérard, du B.P. de la Ligue Communiste;
 Lobry, Front Universitaire Antifasciste;
 OUVERTURE DES PORTES A 19 H. 30

POUR LA MILICE OUVRIÈRE LÉGITIME DÉFENSE

Les agressions contre les travailleurs se multiplient. Les bandes fascistes se montrent plus arrogantes, prétendent s'imposer dans les communes et les quartiers ouvriers, ou veulent empêcher les manifestations ouvrières.

La police leur prête la main. La justice bourgeoise se montre de plus en plus sévère contre les travailleurs.

Dans les dernières semaines, dans la région parisienne, citons entre autres : Agression à Alfortville; Agression à la Cité Jeanne d'Arc, avec la menace de lourdes peines contre les ouvriers arrêtés;

Agression sur la manifestation des anciens combattants. Agression à Livry-Gargan, un jeune travailleur assassiné;

En province, les exemples sont également nombreux.

La classe ouvrière, tous les exploités de la ville et de la campagne vont-ils accepter de subir plus longtemps ces agressions ? de rester des cibles sur lesquelles on s'exerce impunément ?

L'émotion qui en résulte dans les grandes masses du pays s'est traduite jusqu'au sein du congrès radical. Daladier se prononça pour la dissolution des ligues fascistes, déclarant qu'au cas où il n'y serait pas procédé, les « citoyens » pourraient être amenés à prendre des mesures pour se défendre.

« Dissolution des ligues fascistes », tel est le mot d'ordre de Daladier à l'Humanité.

(Voir suite page 4)

Plus d'alliance avec les éléments « turbulents », pas de comités de vigilance qui amèneront fatalement des batailles pas de milices armées, préludes de combats. L'expérience autrichienne n'a-t-elle pas démontré pour ces messieurs, l'inutilité de la lutte armée du prolétariat? Il faut être très calme et n'agir que dans la légalité la plus compétente! Le parti socialiste a dans ses mains une seule arme sûre de victoire : le bulletin de vote. Il s'agit donc de mettre sur pied un grand parti électoral et de gagner légalement la majorité de la nouvelle chambre. La grande cuisine électorale — avec alliance à droite (néos et jeunes radicaux) — va commencer. Tel est au fond le sens de la politique de Frossard, de Faure, et de Lebas.

Ceux qui avaient laissé faire après le 12 février, et cédé au mouvement vers la gauche, cherchent à reprendre la direction du mouvement; les néos ont conservé leurs relations avec le parti; les « attentistes » travaillent en silence; la politique réformiste a trop modelé de nombreux dirigeants pour qu'ils ne retombent pas à la première occasion dans l'ornière traditionnelle qu'ils n'ont quittée qu'à regret.

Après l'expérience allemande il y a encore des responsables pour croire à la victoire désespérée livrée par le prolétariat leur d'un bulletin de vote; après la bauchtrichien à la dernière seconde on trouve des responsables pour accuser les fusils d'inutilité; il est de toute évidence d'ailleurs qu'en menant la même politique de capitulations répétées devant la bourgeoisie qu'a menée le parti autrichien, en reculant sans cesse devant le combat qui s'offre à eux les dirigeants socialistes rendent la lutte armée en France aussi dispersée et aussi inutile qu'elle le fut en Autriche. Qui ne veut pas la lutte n'arme pas.

La seule nuit du 6 février a brisé les partis démocratiques français. On nous dira après cela que les milices armées de droite sont sans importance, et les milices du peuple parfaitement inutiles! Nous aimerions pourtant savoir une chose : que ferait cette nouvelle chambre de gauche contre les fusils fascistes qui se dresseront immédiatement contre elle?

Que les jeunesse socialistes, les socialistes de gauche se méfient des phrases similaires-révolutionnaires avec lesquelles on endormira leur vigilance; qu'ils veillent aux manœuvres et aux promesses habiles qui finiront leur action. Deux politiques contraires doivent se heurter à bref délai dans le parti socialiste et le congrès de Toulouse servira d'arène à cette lutte.

N'est-il pas vrai que Frossard maugnonne la rentrée de Renaudel au Congrès et un chantage destiné à plier à son orientation la majorité?

La "victoire" d'Herriot

Que d'eau a coulé sous les ponts depuis la victoire radicale de 1932! La crise s'est creusée lentement un chemin tous les jours plus profond. La politique du gouvernement des gauches (1932-1934) peut se résumer lapidairement comme suit : lorsque une mesure anti-ouvrière devenait nécessaire pour la bourgeoisie le gouvernement se dérobait ou se trouvait en minorité (pétrole). C'est ainsi que se traduisait la position intermédiaire de la petite bourgeoisie entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le parti radical ne pouvait en effet rester un bloc que dans la mesure où la petite bourgeoisie n'était pas désagrégée par les troubles de la production.

Dès que la crise s'approfondit on vit Bergery abandonner son parti, à Toulouse. On voit maintenant Cudenet se séparer du parti radical.

L'unanimité « enthousiaste » qui paraît s'être manifestée au Congrès de Clermont-Ferrand cache son ver. Les protestations de la minorité furent d'autant plus violentes qu'elle avait conscience de ne pas être réellement représentée au Congrès. La démission de Cudenet, Le Brun, Sénac, Faron ouvre une nouvelle phase de la différenciation qui se poursuit au sein même de la petite bourgeoisie.

La lenteur de ce processus s'explique par la pente douce qu'a prise la crise en France. Elle s'est étendue lentement comme une tache d'huile. Elle deviendra brutale lorsque le conflit entre le capital financier et l'agriculture les fonctionnaires, etc. entrera dans son cours décisif.

On veut entraîner au soutien de l'Union Nationale des masses qui, après le 6 février, ont manifesté en faveur de Daladier et de Frot. Et l'Union Nationale est réellement sortie de l'émeute. C'est pourquoi l'adhésion de l'unanimité du Congrès à la voie tracée par Herriot est fragile. Une partie de ces masses s'exprime par Cudenet lui-même. Enfin, cette « unanimité » a été fabriquée par la Bourse. La spéculation a donné à plein pour Herriot-le-sage ». Le 11 mai, les rentes françaises ont tendu vers la hausse, car « la Bourse estime que les craintes que lui avaient inspirées le Congrès Radical sont aujourd'hui sans fondement; elle a pleine confiance que Monsieur Herriot saura rallier la grande majorité des congressistes à l'Union Nationale... » (Information Financière, 12 mai).

Cette pression a cependant empêché une différenciation nette, une cassure éclatante dans le parti radical.

L'appel au crédit s'appuie sur des arguments de poids. Qu'on en juge : « Déjà en différant l'emploi de leurs billets au mois de mars les thésauriseurs ont perdu la position... » (Voir suite page 3)

Pour la manifestation du 20 Mai

Le comité national du mouvement d'Amsterdam s'est adressé (voir Humanité du 14) à toutes les organisations prolétariennes, aux comités de vigilance, et au centre de liaison anti-fasciste, en leur demandant de participer, en toute indépendance, au rassemblement des 20-21 Mai.

La Ligue Communiste a adressé son adhésion, le Comité ayant spécifié que l'adhésion n'était pas subordonnée à l'acceptation de la plate-forme d'Amsterdam. Ainsi, cette journée peut devenir le prélude d'un mouvement renoué en faveur du front unique véritable. Nous serions les premiers à nous en réjouir.

De nombreux comités de vigilance — ainsi que le centre de liaison des forces antifascistes de la R.P. — seront présents.

D'autre part, Doriot écrit dans l'Emancipation qu'il fera à ce rassemblement, au nom du Comité de vigilance de Saint-Denis, des propositions de front unique.

Sous les mots d'ordre : Front-unique d'action ! A bas le gouvernement Doumergue ! Organisons la milice ouvrière ! Les ouvriers manifesteront en masse le 20 Mai.

Le 27, tous au Mur !

La Ligue et tous ses amis prendront part au défilé du mur. Il est impossible de savoir encore sous quelle forme se fera la conjonction des forces communistes et socialistes, ou si les bureaucraties parviendront à l'empêcher.

De toute façon, clamant sa volonté d'unité d'action, la Ligue y participera. Nous invitons dès à présent tous nos amis, tous nos sympathisants à venir au mur, derrière nos drapeaux, fraternellement unis au cortège qui doit être commun !

Cette journée, comme celle du 20 Mai, doit être un succès pour l'unité d'action réelle. Alors, l'espoir surgi des journées de Février renaîtra, multiplié, et les ennemis du prolétariat commenceront à trembler. Telle est la seule façon de célébrer dignement l'héroïque défense de Paris par les insurgés de la Commune !

Nous indiquerons la semaine prochaine les lieux de rassemblements.

Les ouvriers sarrois contre Tardieu et Hitler

En vertu de la section IV du traité de Versailles, l'Allemagne a renoncé en faveur de la S. D. N., celle-ci considérée comme fidéicommissaire au gouvernement de la Sarre. A l'expiration d'un délai de 15 ans à dater de la mise en vigueur du traité de Versailles, la « population sarroise sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désire se voir placée ».

1935. — Il s'agit d'organiser le plébiscite. Les Sarrois « âgés de plus de 20 ans à la date du scrutin et habitant la Sarre au moment où le traité fut signé », auront à voter en choisissant : 1° pour le maintien du régime actuel (statu quo); 2° pour l'union à la France; 3° pour l'union à l'Allemagne.

Pour ces visées impérialistes la France s'appuie sur la S.D.N. « Sous le contrôle de la S.D.N., s'égosille le Temps, la Sarre a connu l'ordre et la tranquillité alors que les pays allemands étaient bouleversés par la révolution raciste. Quant à la prospérité économique de la Sarre tout démontre qu'elle est entièrement commandée par les accords avec la France ». Et pour intimider l'Allemagne : « L'Allemagne ne pourrait en aucun cas absorber la production de la Sarre, dont le retour au Reich ne ferait qu'aggraver la situation de l'économie allemande ».

Gœbbels, pour montrer que l'économie du travail aux 40.000 chômeurs et une allemande ne s'en porte que mieux, promet prospérité sans précédent aux 300.000 habitants de la Sarre. Toutes ces promesses doucereuses n'ont pas eu le don de plaire aux durs mineurs sarrois. Il faut pourtant conquérir leur cœur. Il se met à s'exciter, à les menacer. Devant 200.000 Sarrois — dont la plupart sont des Berlinoises habillées à la Sarroise — il lança aux Deux Ponts le défi : « Une Allemagne s'est retrouvée, qui peut résister maintenant à la France et à la S.D.N. » A l'adresse des « traîtres », des juifs, « nous agissons dit-il, à leur égard sur la base d'un christianisme positif et rationnel ». Quant aux émigrés, « ils peuvent revenir en Allemagne, le gouvernement n'aura même pas la peine de s'occuper d'eux, ils seront tout simplement abattus par leurs anciens camarades ».

Malgré tout, la campagne de Gœbbels et du Front allemand ne laisse pas d'inquiéter la France. « Si les Sarrois votent pour l'Allemagne déclare « les Nouvelles d'Alsace et de Lorraine », elle n'aura que le sol mais pas le sous-sol. Celui-ci nous appartient. Il faut qu'elle nous paie si elle veut l'avoir — et pas en monnaie de singe ». Hitler a essayé de marchander la Sarre entre Berlin et Paris.

Paris s'y refusant s'appuie sur Genève. D'abord parce que Genève pourrait ajourner le plébiscite et que Paris peut éventuellement s'y accrocher à Londres.

Que le plébiscite ait lieu ou non, nous disons aux travailleurs sarrois : « Le plébiscite est un immense bluff. Il masque le jeu de l'impérialisme vainqueur. D'abord le plébiscite n'exprimera — et il n'exprimera rien — que le vote « des plus de 20 ans et habitant la Sarre au moment où fut signé le traité ». Ensuite, supposons que vous ayez le statu quo les magnats des mines et vos « autonomistes » sarrois continueront à vous envoyer exploiter — en esclaves — « leur sous-sol ». Ne soyons pas dupes !

Nous ne sommes pas disposés à servir ni l'impérialisme français ni Hitler. C'est pourquoi nous demandons pour la Sarre l'autonomie complète. « Le droit du peuple à disposer de lui-même », cela ne signifie pas que nous voulions que la France ou l'Allemagne disposent de nous, doivent dire les ouvriers sarrois.

Les travailleurs sarrois doivent disposer eux-mêmes de leur sort. Dans le cadre de traité, ils ne pourraient voter que le statu quo. Mais il est certain que le statu quo ne pourra être respecté même par les impérialismes rivaux.

C'est pourquoi les communistes doivent hardiment prendre la cause ouvrière entre leurs mains, exiger non seulement l'autonomie, mais des élections générales pour une assemblée populaire qui représente les intérêts de l'immense majorité du peuple : les ouvriers. Ainsi face à Hitler et à Tardieu le prolétariat posera sa candidature au pouvoir et révélera l'énergie des prolétaires de France et d'Allemagne.

Dressez l'Alliance Ouvrière, barrière contre le fascisme!

SILENCE TROMPEUR

Nous lisons dans *l'Humanité* que Thorez doit prendre la parole à Toulouse. Thorez est donc de retour de Moscou où moins qu'il n'y ait jamais été, ce qui est plus probable.

Mais, puisqu'on nous avait annoncé son départ par un télégramme qui restera « historique », nous demandons : quelles sont les décisions ? Doriot et son rayon ont-ils eu gain de cause ? L.T.C. s'est-elle condamnée ?

Vous avez la parole, Thorez !
Nous éclairons la lanterne. Il est d'abord faux de dire que la discussion est terminée, elle n'a jamais commencé dans les cellules, au sein du P.C. et devant les sympathisants. A Villejuif, le secrétaire du rayon en tirant les conclusions de la journée du 1^{er} Mai disait : « Nous avons chassé les Frossard en 1925, les Pupistes en 1929, aujourd'hui nous serons victorieux des opportunistes qui veulent freiner le travail de notre Parti ».

Ainsi on assimile le rayon de Saint-Denis aux Frossard, aux Sellier et Cie. Cela n'est pas un cas isolé. Dans toutes les cellules, par des circulaires « mécaniques », on induit en erreur les membres du P.C. c'est dans ces conditions qu'ils doivent se prononcer.

Mais malgré les efforts de la « direction » le Front Unique d'Action trouve de plus en plus d'écho. A la Conférence Sud-Parisienne plusieurs délégués ont développé ce mot d'ordre qu'eux-mêmes ils condamnaient l'année dernière. N'est-ce pas Havez qui fut chargé de guillotiner nos camarades de Villejuif pour le « crime » que lui-même vient de commettre ?

Mais si Doriot sut grouper ses camarades à Saint-Denis, Havez a mordu la poussière. Tous les postes lui sont retirés. Ainsi l'a voulu Thorez. Ce qui démontre bien les intentions de la direction de châtier tous ceux qui toucheront à la ligne sacrée.

Mais chaque heure perdue par Thorez,

c'est autant de gagné pour les partisans de la politique du front-unique. C'est ce qu'a compris le rayon de Saint-Denis, en s'engageant dans une campagne nationale.

Mais cela ne sera pas encore suffisant. Pour porter le levain révolutionnaire, pour être utile aux travailleurs ; il faut regrouper les forces révolutionnaires sur la base du Marxisme Léninisme. Sans cette condition le rayon de Saint-Denis s'égare dans l'opportunisme. Cela ne doit pas être. Si-Denis, parti d'une base saine doit être une des bases du nouveau parti qui prendra un essor rapide.

Il s'agit au fond d'une politique que nous avons préconisée depuis longtemps et dont les travailleurs de Saint-Denis ont compris des points décisifs, ce qui leur a permis de remporter une victoire sans précédent.

Ils ont écrasé par le bulletin de vote et aussi par l'action, la théorie du social-fascisme, qui a permis d'une part à la social-démocratie allemande de se dérober en rejetant la faute sur le P.C.A., d'autre part la victoire de Hitler.

Mais, si Doriot doit lutter contre la direction du P.C. qui refuse le Front Unique d'Action de la base au sommet, il doit montrer clairement le jeu de la direction du P.S., encourager ceux qui la démasquent lorsqu'elle se refuse aux propositions franches.

Le rayon de Saint-Denis ne doit pas faire une croisade plébiscitaire simplement pour le Front Unique d'Action, mais une croisade en faveur du Marxisme-Léninisme.

Voilà déjà des mois et des années que nous avons pris ce bâton du pèlerin dont vous parlez. Et c'est dans le monde entier que, instruits des leçons tragiques des dernières années, des organisations prolétariennes vous ont précédé dans la voie où vous vous engagez maintenant. C'est ainsi, et grâce à la victoire des ouvriers français sur la réaction et le fascisme, que se créera l'Internationale révolutionnaire du prolétariat, la quatrième Internationale !

DU CENTRE DE LIAISON AU FRONT UNIQUE

Dans tous les pays, les réunions des fascistes suscitent un peu partout la résistance spontanée des travailleurs réalisant coude à coude leur unité d'action. La tradition du 12 Février n'est pas oubliée. Mais où en est l'organisation de l'unité d'action, les liaisons, organisation concertée et politiquement reconnues des organisations prolétariennes ?

Jusqu'à ce jour, malgré la pression très forte de la classe ouvrière, ce front unique n'a pas fait de progrès décisifs. Le mouvement d'Amsterdam Pleyel n'évaluait qu'insensiblement vers l'acceptation du front unique avec des organisations non adhérentes.

L'effort pour créer un front unique des organisations prolétariennes sous le signe du mouvement du 12 février avait abouti dans la Seine à la création d'un centre de liaison des forces antifascistes où comptent les fédérations de Seine et Seine-et-Oise du parti socialiste, la Ligue Communiste, le Parti d'Unité Prolétarienne, la Fédération Autonome des Fonctionnaires, la Ligue contre l'Antisémisme, Front commun et diverses organisations d'anciens combattants, etc... A ce centre de liaison le Parti communiste refusait dès le début de participer ainsi que l'Union Départementale des syndicats confédérés.

Le centre de liaison avait pour tâche de réaliser le front unique et de s'attaquer aux tâches concrètes de la lutte antifasciste. La discrétion exemplaire avec laquelle il se manifeste le prive presque entièrement d'efficacité. Le centre de liaison n'a pas engagé de campagne de propagande pour l'unité d'action pour son extension au parti communiste, aux syndicats confédérés. Il n'a pas réglé aux provocations fascistes, l'assassinat d'Hélène-Létard, aux brutalités policières.

Il a esquivé ses responsabilités le 8 avril et ne les a pas prises du tout le premier jour. C'est à grand peine pour la manifestation du 20 avril qu'il a été l'initiative : « Ils ont encore tiré », dont le succès a été grand. Mais depuis trois mois, malgré l'armement et le développement des fascistes, où en est l'activité du centre de liaison par exemple sur cette question essentielle de la

constitution des milices ouvrières. De même aucune tentative de liaison avec les comités locaux (et en effet que peut leur apporter le centre de liaison tel qu'il est ?).

Dès le début, le centre de liaison a été paralysé par la conception de ses participants socialistes qui le concevaient comme un alibi, une position d'attente, ou même une masse de manœuvre pour en user dans les tractations pénales des socialistes de gauche tantôt avec, tantôt contre, la direction du parti communiste.

C'est telle conception n'a rien à voir avec le front unique. Nous n'avons jamais consenti à lui concéder quoi que ce soit. Le plus clair du résultat obtenu par les stratégies social-démocrates a été d'entraîner la désaffection de la plupart des organisations participantes et l'extinction graduelle et rapide du centre de liaison.

Le front unique des organisations doit être réalisé devant les prolétaires. Il doit s'attaquer aux buts pour lesquels il est réalisé, sous leur contrôle, avec leur participation. Sinon, il perd toute raison d'être. Nous travaillerons avec plus de rigueur encore au centre de liaison, à lui proposer clairement des tâches et des objectifs, à obtenir le soutien des militants prolétaires pour donner une impulsion à l'unité d'action dont dépend le développement de la lutte du prolétariat.

Sur la base locale, dans les arrondissements et les localités de banlieue, un grand nombre de comités de vigilance ou d'alliance ouvrière existent. Ils ne sont pas d'un coin à l'autre homogènes (ce qui est encore un moindre mal).

Généralement ils n'entraînent pas toutes les organisations, ce qui est beaucoup plus grave. L'opposition néfaste entre le pseudo mouvement d'Amsterdam (en réalité la politique stalinienne) d'une part, et le front unique des organisations qui figurent au centre de liaison, subsiste. L'effort persistant pour faire de ces comités — non des bases de manœuvre politique locale — mais des centres prolétaires groupant toutes les organisations, comme ce fut réalisé à Saint-Denis, et dans quelques coins, demeure en permanence nécessaire. Cet effort brisera la politique stalinienne.

(Voir suite page 3)

DORIOT parle à Corbeil

Le Comité de Vigilance de Corbeil-Essonnes a organisé un grand meeting où ont pris la parole POUCHARDON, socialiste, CHERON, de la C.G.T.U., le camarade ZAKINE, et DORIOT.

Ainsi, comme il l'avait annoncé, Doriot prend « le bâton du pèlerin », et commence à s'adresser aux ouvriers hors de Saint-Denis. Le tract publié à ce sujet indique que le Comité de Vigilance participera au Congrès antifasciste des 20 et 21 Mai en tant qu'organisations non adhérentes, qu'il aurait voulu que le Congrès soit l'expression des 3.000 Comités de Vigilance issus du 12 Février, et mandate le camarade Doriot pour parler au Congrès au nom du Comité.

Ainsi, commence à s'organiser la campagne nécessaire à travers le pays, en faveur du front unique léniniste, campagne qui doit être doublée par la lutte en faveur du nouveau parti.

Comité de Vigilance du 18^e

TRAVAILLEURS !... en masse

au MEETING

organisé par le COMITE DE VIGILANCE DU 18^e ARRONDISSEMENT

le Mercredi 23 Mai, à 20 h. 30

au Moulin de la Galette

Où prendront la parole :

F. GERARD, pour la Ligue Communiste
GRANGER, pour les Jeunesses Léninistes

Comité de Vigilance de Clichy

Le meeting convoqué par le comité de vigilance a rempli la salle municipale. Mais les discours socialistes et pupistes consistaient en apologies assez creuses de l'unité. On se rend bien compte que les comités de vigilance ne peuvent s'en tenir à l'organisation de telles réunions qui laisseraient bien vite l'attention des travailleurs. Après une étonnante attaque de Daniel Meyer, des Jeunesses Socialistes contre l'armement du prolétariat notre camarade Granger, dans ses deux Lettres Léninistes fit un appel applaudi à la constitution de milices prolétariennes et à l'armement des ouvriers.

PROTESTATION de

L'Alliance Antifasciste de Royan

Les adhérents à « l'Alliance Antifasciste des Travailleurs de Royan et des environs », mis au courant des événements qui se sont déroulés le 1^{er} Mai à Alfortville et à Paris (Cité Jeanne d'Arc) où la police a tiré des centaines de coups de feu sur des habitations ouvrières, risquant de tuer ou de blesser des femmes et des enfants, constatant dans ces actes la fascisation du régime préparé par le Gouvernement Doumergue.

Ils élèvent une vigoureuse protestation contre l'inculpation des travailleurs en tant que fascistes, alors qu'aucun des dirigeants de la manifestation pro-fasciste du 6 Février n'est poursuivi !

Considérant que seule l'action unit et vigoureuse des Travailleurs est susceptible d'empêcher le gouvernement de commettre ce crime, ils invitent instamment à s'unir pour organiser l'action indispensable :

Contre le gouvernement des pleins pouvoirs qui poursuit les travailleurs et favorise les fascistes ;

Contre les organisations armées fascistes dont ils réclament la dissolution plus instamment que jamais et s'engagent à faire le nécessaire pour l'imposer.

CONTRE L'EXPULSION DE TROTSKY

Les membres de l'Alliance antifasciste des travailleurs de Royan, réunis le 5 Mai 1934 :

Considérant que le gouvernement autorise le séjour en France des rassemblements blancs, tolère leur organisation militaire, autorise le séjour d'Alphonse XIII, roi chassé par les travailleurs espagnols.

Protestent contre l'expulsion de Trotsky, commissaire du peuple des Soviets de Russie.

Demandant à ce que cette mesure soit rapportée et Trotsky autorisé à séjourner en France d'un instant à l'autre.

Les Soviets partout!

LES MOTS ET LA RÉALITÉ

Rien que cela! A condition que « partout » signifie non pas seulement à chaque colonne de l'Humanité, et sur les affiches et les papillons, mais aussi dans les villes et les campagnes de la France, de l'Europe et du monde entier! Malheureusement, cette répétition monotone n'est que le reflet de l'incapacité absolue du parti staliniste de faire les premiers pas vers la création du premier soviét.

Qu'est-ce que sont les Soviets? Ils gravissent trois étapes dans leur développement. Ils commencent par être l'organisation la plus large et la plus efficace du front unique pendant une époque révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Ils deviennent ensuite l'outil principal pour la conquête du pouvoir. Après la victoire, ils constituent l'appareil étatique du prolétariat.

Pour l'instant, il ne s'agit en France ni de la seconde, ni — à plus forte raison — de la troisième étape. Il s'agit de trouver la voie vers la réalisation du premier soviét comme organe de défense contre la réaction en marche. On ne peut pas créer ce premier soviét autrement que par le front unique avec les organisations les plus importantes qui s'appuient sur le prolétariat.

Les pauvres stalinistes ont emprunté le mot « soviét » au vocabulaire russe; mais en vérité, ils se moquent bien de l'histoire de la Révolution Russe et de ses leçons.

Comment les soviets ont-ils surgi en Russie? Non par la répétition de la formule « les Soviets partout », ce nom étant même inconnu; c'est la chose qui est venue auparavant, et puis seulement après on lui a donné un nom. C'étaient — oh horreur!

les menchevicks qui les premiers, en 1905, pendant la grève générale, appelèrent à l'élection de représentants des usines pour diriger la lutte. Les bolcheviks adhèrent à cette initiative et s'entendent avec les menchevicks (et même avec les socialistes-révolutionnaires) sur le mode d'élection et de travail. Ils entrèrent dans les comités exécutifs sur la base de la représentation proportionnelle, et ils cherchèrent à gagner les soviets par leur politique. A cette époque-là la théorie du soviét n'existait pas encore.

En 1917 les bolcheviks étaient pour la dictature du prolétariat et des paysans pauvres. Les menchevicks et les socialistes-révolutionnaires voulaient coûte que coûte assurer le pouvoir à la bourgeoisie. Néanmoins, ce furent les menchevicks et les socialistes-révolutionnaires qui jouèrent le premier rôle dans la propagation et la création des soviets dans les villes, dans les casernes, à la campagne et sur le front. Il ne s'agissait nullement pour eux d'ériger la dictature des soviets; au contraire ils voulaient à tout prix l'empêcher. Mais pour gagner l'emprise sur les masses en ébullition, pour se créer des leviers de commande, ils furent obligés de créer des soviets.

Et les bolcheviks? Ils sont entrés dans ces soviets conciliateurs en infime minorité. Ils durent subir bien souvent la discipline des soviets dans l'action c'est-à-dire la discipline des menchevicks et des socialistes-révolutionnaires. Que signifiait leur attitude sinon l'application de la politique du front unique avec ses inconvénients inévitables, mais aussi avec ses avantages inappréciables? Et les bolcheviks, comme on le sait, ne furent pas les dupes de ce front unique puisque ce sont eux qui, huit mois après, s'emparaient de l'Etat.

Douze mois après, on a vu les soviets surgir en Allemagne et en Autriche. Ce sont de nouveaux menchevicks allemands qui fondèrent ces soviets et les dirigèrent.

K. Liebknecht et ses amis y participèrent. Malheureusement le Spartakus-bund ne fut ni assez fort, ni suffisamment trempé, pour appliquer la politique du front unique à la façon des bolcheviks russes. Nous savons que la majorité du Spartakus — parfois contre Luxembourg et Liebknecht — voulurent souvent anticiper sur les résultats tout faits de la victoire au lieu de préparer celle-ci et de l'assurer par une politique réaliste.

Tels sont les seuls exemples sérieux des soviets ouvriers. Jamais et nulle part, le parti révolutionnaire n'a créé de soviets par sa seule initiative et par ses propres forces. Les soviets ne sont possibles que dans une époque agitée, mouvementée, turbulente. Et le propre d'une époque pareille est de jeter dans l'arène politique des masses qui dépassent dix fois, vingt fois, cent fois les forces propres du parti révolutionnaire seul. Par leur pression presque physique, ces masses forcent des organisations réformistes, opportunistes, ou centristes, à s'engager dans la voie des soviets pour ne pas sombrer dans le gâchis. C'est dans cette situation que la direction marxiste doit trouver le point d'appui d'Archimède pour bouleverser le monde avec le levier du front unique!

Et de toute cette puissante dialectique de l'action des masses, les pauvres stalinistes ne dégagent que le nom, devenu dans leurs bouches une abstraction stérile : « les soviets partout »... Ces pauvres d'esprit s'imaginent qu'en semant à l'aveuglette ce mot d'ordre toujours et « partout », ils récolteront des soviets en chair et en os. Ils ne récolteront rien sauf leur faillite définitive.

La grande expérience russe, aussi bien que l'expérience allemande, au sujet des soviets ne signifie naturellement pas du tout qu'en France il faille céder aux réformistes l'initiative de la création des soviets. Il ne s'agit pas d'imiter mécaniquement les procédés d'un autre pays et d'une autre période, mais d'en dégager les directives stratégiques. Les réformistes français sont très hésitants à s'engager dans l'arène des Conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans exploités : ils savent par l'expérience historique à quoi cela peut aboutir. Ils ne veulent pas succomber sous les coups du marxisme révolutionnaire.

Mais ils n'ont pas un choix si large. Ce qui les menace immédiatement c'est de succomber sous les coups du fascisme; l'évidence et l'envergure de ce danger sont suffisamment illustrés par l'histoire toute récente, les autres en se démasquant, c'est cente de l'Italie et de l'Allemagne. Conformément à leur nature, les socialistes français hésitent, entretiennent des illusions, essayent de s'esquiver; mais un parti révolutionnaire qui voit clair et qui dit ouvertement ce qu'il voit peut créer une pression formidable des masses sur le parti socialiste et une pression non moins efficace des ouvriers socialistes sur leur appareil.

Celui-ci n'est pas homogène; il craquera inévitablement sous la pression croissante. Il faut coûte que coûte accélérer ce processus pour ne pas laisser au fascisme la possibilité de devancer le prolétariat. La seule politique qui force les socialistes à prendre parti les uns en marchant en celle du front unique.

Ils errent : « Les Soviets partout », ces pauvres bureaucrates sans connaissances théoriques et sans intuition révolutionnaire; et en même temps ils rejettent comme « contre-révolutionnaire » le mot d'ordre de « l'alliance ouvrière » qui est le

(Voir suite page 2)

Pour un programme d'action

La Société capitaliste est dans l'impasse. Les grandes masses travailleuses exploitées par une poignée de magnats du capital financier cherchent, par l'intermédiaire des organisations qui expriment ou prétendent exprimer leurs intérêts, comment opposer aux nouveaux plans d'asservissement de la bourgeoisie, leurs propres conceptions de la rénovation sociale.

C'est ainsi que la nécessité de développer un programme d'action se pose avec urgence à tous les partis prolétariens. La C.G.T. a exposé un plan de « rénovation économique nationale » inspiré par l'esprit de la collaboration « à l'amiable » avec le patronat.

Quant au parti socialiste, il se livre à une discussion confuse autour de divers projets de plans de socialisation; jusqu'à présent cette discussion a eu pour effet de faire disparaître le programme : « Nous réclamons le pouvoir », lancé par le P.S. avant les événements de Février. Le P.C., pour sa part, n'a aucun programme : il se contente d'appels sonores au jour le jour. Nolons que le rayon de St-Denis (voir sa brochure) a mis en avant un programme d'action sur lequel nous reviendrons.

La Ligue a compris l'urgence d'établir un programme d'action. Les organisations discutent actuellement un projet, qui sera largement publié par la voie de la Vérité et de Tracts. Nous voulons dans quelques articles préliminaires, apporter quelques éclaircissements indispensables à une claire compréhension du but et du contenu de ce programme d'action.

D'abord, il y a programme et programme ! Le parti doit élaborer un programme historique qui résume son objectif et ses moyens d'action, non seulement dans la période présente, mais pour toute la période historique de la décomposition du capitalisme, de la dictature du prolétariat et de la liquidation des classes.

Le P.C. ne possède pas un tel programme historique. Lors de sa formation (1921), il a hérité du programme du P.S. A son congrès de Marseille il commença à en élaborer un nouveau; mais il péchait encore dans des conceptions mi-social-démocrates, mi-syndicalistes, qui l'ont empêché d'aboutir. Plus tard les congrès du parti tentèrent encore d'une façon désespérée, de résoudre la question; en vain. Après 1924, la question est définitivement enterrée. Le parti se contenta de programmes d'action partiels. En 1922, le IV^e

Congrès de F.I.C. fixa au P.C.F. un programme d'action pour la période à venir. Lors des élections législatives (1924, etc...), au moment de l'offensive rationalisatrice (1927), lors de la guerre du Maroc, etc... il esquissa des programmes d'action, qui se rapprochèrent de plus en plus de la conception social-démocrate. On en vint en fin de compte à remplacer le programme d'action lui-même par des dépôts de projets de lois parlementaires voire par des projets de budgets en équilibre (1932-1933) !

Si bien qu'actuellement le P.C. ne possède ni programme historique (il se contente de statuts qui ne sont du reste pas appliqués) ni programme d'action véritable.

L'élaboration du programme historique de la Ligue est encore une tâche de l'avenir. Elle est en liaison étroite avec la construction du parti lui-même. L'étude en est commencée, et elle devra être menée à bonne fin après une large discussion, au cours d'un congrès qui consacrerait l'organisation du nouveau parti communiste, dans lequel diverses tendances du mouvement ouvrier, actuellement en marge de Ligue, devront trouver leur place.

Mais l'élaboration d'un programme d'action véritable plateforme pour le rassemblement des masses dans la période actuelle est une tâche immédiate, qui doit être résolue sans délai.

Lors de notre 2^e Conférence (Octobre 1933), une analyse assez complète de la situation en France et des voies du développement de la crise, nous a permis d'aborder la période nouvelle déterminée par la crise de Janvier - Février sans surprise. Mais aujourd'hui, les rythmes se sont précipités. La bourgeoisie ne fait plus mystère de ses projets : elle a déjà commencé à les réaliser. Notre travail consiste alors à agir avec énergie pour grouper les travailleurs autour d'un programme d'action qui oppose ses volontés à l'offensive brutale du capitalisme.

Le programme d'action, qui doit marquer les lignes essentielles, directrices, de l'action à mener devra être completé selon le développement de la situation, mais il doit être suffisamment clair et précis pour opérer une importante cristallisation de la volonté de lutte des différentes couches prolétariennes, et même semi-prolétariennes.

Les revirements et les sauts brusques sont propres au développement économique et social de l'époque que nous vivons. Les centristes en tirent cette conclusion qu'on peut se contenter de mots d'ordre qui changent tous les jours. Les socialistes, sous la houlette de Blum (on le verra à leur congrès), considèrent qu'en ce cas il est plus prudent de n'élaborer aucun programme fixe, et que mieux vaud s'abandonner aux inspirations ! Mais telle n'est pas notre voie : sur la base d'une

analyse constamment vérifiée du développement nous élaborons un programme d'action et nous y amènerons des modifications non au gré du hasard ou d'inspiration bureaucratiques mais en tenant compte des modifications réelles de la situation et du rapport des forces en lutte.

L'ancienne conception, classique dans la social-démocratie d'avant-guerre, d'un programme minimum (devant lequel s'effaçait en fait le programme historique), comportant un ensemble de réformes, réalisables dans le cadre de la démocratie capitaliste, est périmée. La guerre impériale, la révolution russe, l'ébranlement définitif du système capitaliste, l'ont rendue caduque.

Le programme d'action des masses exploitées tel que nous le développerons, exige une tension des forces qui mène à poser la revendication du pouvoir. Le programme d'action conduit directement à la réalisation du programme historique. Sur la base d'un large front unique, il permet à l'avant-garde, consciente des objectifs de la lutte, de guider les grandes masses exploitées vers le renversement du capital.

Cette conception, directement issue de l'esprit qui animait F.I.C. dans ses premières années, nous amène à faire quelques remarques sur les « plans » de la C.G.T. et autres.

(à suivre)

P. NAVILLE.

DANS LA MÉTALLURGIE PARISIENNE

Les ouvriers de la métallurgie et le contrôle de la production

Citroën, Renault. Les deux plus grands pénitenciers de la région parisienne. Dans les usines de Billancourt, de Javel, de Clichy, de Levallois, le cinquième des métallurgistes de la région parisienne, peine au profit d'une poignée d'actionnaires.

Travail à la chaîne, sous la surveillance d'un appareil de mouchardage, absence de garantie de stabilité du travail, débauchages massifs, salaires aux pièces avec des combinaisons de tarifs qui ne permettent jamais de savoir exactement son gain, conditions d'hygiène et de sécurité déplorable.

Tout est employé depuis la terreur jusqu'à la corruption pour empêcher la conscience de classe de se fortifier. Les catégories sont opposées les unes aux autres, les nationalités, les sexes, les âges sont dressés les uns contre les autres.

Et pour l'avenir l'horizon est encore plus sombre. Perspectives de diminutions, de renvoi, d'exploitation renforcée.

Dans leurs inventaires, leurs diagrammes, leurs tableaux de fabrication, Citroën et Renault accordent peu de place à ces cinquante mille travailleurs : des pièces qu'on peut trouver pour pas cher et en grande quantité.

Ces cinquante mille travailleurs ont déjà montré qu'ils ne subissent pas ce rôle avec résignation. Pour résister, ils doivent s'entendre et s'organiser.

Sur le lieu même du travail, tous unis, tous solidaires, ils seraient très forts. En nommant leurs délégués par équipes, par ateliers, ils peuvent constituer dans chaque usine puis pour chaque entreprise, un comité d'usine qui, s'appuyant sur la force ouvrière, pourrait commencer à vivre en contrôlant les embauchages et les débauchages.

En contrôlant les tarifs et les salaires ;
En contrôlant les heures de travail.

Le comité d'usine, ce n'est ni la cellule d'un parti révolutionnaire ni la section syndicale. Le comité d'usine doit être l'émanation, la représentation de tous les travailleurs sans distinction de partis, syndiqués ou non ; le comité d'usine doit être l'organisme élu par les travailleurs sur la base de leur travail pour défendre leurs conditions de travail dans l'usine même ; le comité d'usine doit donc être l'organisme qui assure l'unification de l'action ouvrière.

Commencant par contrôler les questions qui sont le plus immédiatement accessibles aux travailleurs, le comité d'usine se développe vers d'autres tâches, d'autres objectifs. Le sort de l'ouvrier dans l'usine ne dépend pas que du service du personnel, du service des poinçons, etc... Ce qui se passe dans les bureaux de la direction, de l'administration, des services commerciaux, etc..., a des conséquences pour lui. Son contrôle doit donc s'étendre jusque là, au moyen du comité d'usine.

L'ouvrier doit exiger de connaître comment fonctionne l'entreprise qui l'emploie. On pleure misère pour l'exploité davantage encore. Aucune confiance dans les déclarations de Citroën et de Renault.

Le contrôle ouvrier, au moyen des comités d'usines, démasquera leurs comédies, leurs mensonges. Pas de contrôle à la manière de la direction de la C.G.T. pour s'entendre autour d'un beau lapis vert sur les « sacrifices » à consentir. Les travailleurs ont déjà accepté beaucoup trop de sacrifices. Contrôle pour mettre à nu les richesses accumulées, les profits pompés sur le travail, pour obliger les capitalistes à rendre gorge.

Ceux-ci s'engagent dans la voie de la déflation, c'est-à-dire des économies sur le dos des travailleurs. A ceux-ci, en commençant par imposer leur contrôle sur la production et l'ensemble de l'économie, de démasquer les exploités et de lutter pour réaliser la déflation totale des profits et des vols qui s'opèrent à leurs dépens.

En instaurant le contrôle ouvrier, en le développant, les travailleurs dressent leur plan contre ceux des capitalistes le feraient triompher en substituant leur régime à l'anarchie capitaliste.

Les comités d'usines, commençant par être des organes de contrôle des travailleurs se transformeront en organes de direction de l'action révolutionnaire, puis en organes de pouvoir ouvrier. Dans la situation actuelle où, pour faire triompher ses plans, la bourgeoisie a recours aux pires méthodes de violence de la réaction et du fascisme, et où, pour résister, les travailleurs n'ont d'issue que dans la révolution créer des comités d'usines, lutter pour le contrôle ouvrier, sont des tâches qu'il faut résoudre sans tarder. On n'a pas le droit de perdre du temps : la chaîne sociale se montrera encore plus impitoyable que la chaîne de la fabrication.

CHEZ RENAULT

Un véritable bain disciplinaire

Chez Renault, comme chez d'autres, l'organisation intérieure est régie par des règlements très sévères : les contremaîtres sont avant tout des adjudants des ouvriers.

Par exemple, dans l'île Seguin, on travaille à la chaîne ; on monte les voitures, et même des camions, des différents modèles. Ce sont les ouvriers qui s'occupent des montages mécaniques et des ouvrières font l'aménagement intérieur. Des « suiveurs » approvisionnent la chaîne.

Les ouvriers sont des manœuvres spécialisés (il n'y a pas de compagnons), qui touchent 5 fr. à 5 fr. 40 de l'heure. Il sont les véritables « domestiques », les esclaves de la chaîne.

Persone ne peut quitter une seconde son travail : la chaîne ne doit pas s'arrêter ! Et lorsqu'il se produit un arrêt de la chaîne dû à un manque d'approvisionnement ou à un ennui mécanique, les ouvriers sont renvoyés et perdent des heures jusqu'au lendemain et perdent 2 heures.

Et si un magasinier ou un suiveur ne peut approvisionner à temps la chaîne en outils ou en pièces, il s'expose à une amende de 10 à 50 francs. C'est ainsi qu'un père de 3 enfants fut condamné à 30 francs d'amende. Le directeur de la carrosserie Heyst est connu pour sa sévérité dans l'application des amendes.

Tous les soirs, de 4 à 7 heures, il y a un rapport au bureau du directeur. Les chefs viennent rendre compte des incidents de la journée. C'est là qu'on décide les sanctions, renvois ou amendes.

Un ouvrier embauché est photographié et ses empreintes digitales sont prises. On lui délivre ensuite une carte d'identité et une carte de circulation. La carte d'identité est présentée aux gardes-chiourmes à l'entrée du travail, en passant au tourniquet. Il y a un tourniquet à chaque service.

La carte de circulation est une petite plaquette fixée sur la poitrine à gauche. A l'encre est la photo de l'ouvrier et à côté son numéro matricule qui est son nom à l'intérieur de l'usine.

Le mouchardage est tellement organisé que persone n'ose se confier même à son voisin de travail. C'est cela qui crée cette atmosphère de méfiance abominable propre à de nombreuses boîtes de ce genre, qui sont ainsi de véritables bagues.

Quant à l'hygiène, parlons-en ! Des écriteaux vantent la plus grande hygiène. Mais les W.C. sont tellement dégoutants que les ouvriers préfèrent attendre la sortie plutôt que d'y aller.

Pour les travaux mécatons, tel que le travail au pistolet (peinture), le décapage, et surtout l'étuvage (chaleur lourde, épuisante) aucune mesure sévère n'est prise. La tuberculose est le lot de tous ces esclaves.

Je pourrais vous raconter en détail toute la vie de l'usine. Tout montre qu'il s'agit d'un véritable travail forcé. Tout cela se fait évidemment sur l'ouvrier. L'esprit de lutte est toujours latent, mais la résistance est souvent affaiblie par ce régime atroce.

Voilà contre quoi il faut lutter !

UN METALLO.

La situation financière de Renault

Du point de vue financier, la situation est beaucoup plus « calme » chez Renault que chez Citroën.

Lors du dernier salon, Renault, dans un discours pleurnichard recueilli par toute la presse, s'est félicité de la prospérité de son entreprise.

Cela tient au fait que l'usine Renault, fait partie intégrante d'un grand trust, comprenant des mines de fer (en Serbie, Algérie, Maroc) des Pétroles (omium international, Steana Romana, etc...) des entreprises métallurgiques (Société des aciéries de Longwy).

Renault est fortement épaulé par le groupe de Wendell, qui lui-même réalise une formidable concentration industriel-financière. Le Crédit Lyonnais qui « contrôle » Citroën « contrôle » aussi Renault.

D'autre part pour ses échéances normales, ce dernier compte sur des filiales qui placent des bons. Le moment venu, il pourra laisser tomber sans inconvénient ces filiales avec leurs dettes. Quelles conclusions tirer de cette situation ?

Puisque de l'avis même du « patron », la crise a pu être surmontée sans inconvénients, il serait inadmissible de s'en prévaloir pour justifier des compressions de personnel et de salaires !

Si Renault prétend pour expliquer des renvois ou des diminutions, le contraire de ce qu'il a déclaré publiquement à la presse, il vous est impossible de le croire sur parole. Vous avez le droit de vérifier. Demandez à voir ses comptes. Imposez votre contrôle !

La réorganisation chez Citroën

La seule chose précise que l'on peut relever dans les informations relatives à la « crise financière », survenue chez Citroën c'est... l'absence totale de précisions.

Même cette presse spéciale de bourse et de finance, dont la raison d'existence est de faire connaître une partie de la vérité pour mieux vendre son silence sur le reste, c'est bornée à quelques redondances.

C'est là le signe que M. Citroën peut encore faire face à certaines « obligations », à défaut de remplir celle concernant les assurances sociales.

En réalité que s'est-il passé ?

Depuis 1930, Citroën s'était, avec quel que présomption débarrassé du contrôle de la Banque Lazard. Il prétendait financièrement parler, pouvoir voler de ses propres ailes, au moyen de ses 200 millions d'actions à vote plural.

Le procès des faits économiques, s'est chargé de prouver pratiquement à ce mégalomane que les thèses de Lénine sur la monopolisation croissante exercée par le capital financier sur le capital industriel, à notre époque, ne sont pas le produit d'un cerveau utopique, ni l'effet d'un pur hasard. Le grand créateur de l'automobile a d'ailleurs pour tenir un équilibre relatif, dû à passer ses trois ans « d'indépendance » à faire de la « cavalerie », avec des sucursales, nées dans ce but. En février 1934, il n'a pas pu faire face à une échéance de 7 millions.

Sa situation était la suivante, au passif :

- 200 millions dus aux fournisseurs ;
- 48 millions dus aux entrepreneurs ;
- 73 millions dus aux Banques (Crédit Lyonnais (25 millions), Union Parisienne, Société Générale, Comptoir Commercial, Comptoir d'Escompte...).

Bénéfices de guerre, impôts, cotisations ouvrières et patronales pour les assurances sociales.

Notez que ni Citroën personnellement, ni les gros actionnaires n'ont eu à souffrir de cette « crise ». Les dividendes distribués ont été de 35 millions. On n'a jamais pu savoir quelles sommes prélevaient le « patron » pour ses « besoins personnels ». Un comité de Banques (Banque de France, Crédit Lyonnais, Banque Lazard...) a payé l'échéance de février et a exigé le contrôle financier absolu de l'entreprise.

En fait Citroën perd la propriété de son usine. Cela ne signifie nullement qu'il faille envisager une collecte pour subvenir à ses besoins. On s'est hâté de nous rassurer. Il restera directeur technique, et conservera ses fabuleux revenus. Il ne sera plus le maître, mais le serviteur aveugle du capital financier. Monte Carlo ne perdra pas son client ni Chiappe son ami de turf.

Il n'en reste pas moins que cette aventure d'une des cinq plus grandes usines d'automobiles du monde est très significative. Ce n'est pas un phénomène isolé. Cela signifie que nous sommes en plein dans « la dernière étape du capitalisme ».

Le monopole du capital financier, approfondi et accru son influence en raison même de la crise. Quatre ou cinq banques sont en voie de réaliser l'asservissement étroit du capitalisme industriel au

capitalisme financier. Quelques banquiers concentrent dans leurs mains, les capitaux et les revenus du pays tout entier.

Pour vous camarades, cela veut dire que plus que jamais vont décider de votre sort, de vos salaires, votre « rendement », une poignée de capitalistes totalement étrangers à la marche de l'usine, qui contrôlent des centaines d'autres usines, mines, industries de transport, et qui n'agissent, qu'en fonction de leurs seuls appétits.

Aujourd'hui le Comité de Grandes Banques (Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Lazard) qui vient de mettre la main sur l'usine Citroën, communique ses intentions de « réorganiser ».

Méfiez-vous de cette « réorganisation », on vous parlera de gabegie, de fautes financières, et au nom de cette « réorganisation », on justifiera des compressions de personnel et de salaires.

Vous n'avez pas à supporter les conséquences des fautes ou escroqueries et des folies de la direction. On vous a volé vos cotisations on veut rogner vos salaires.

On se couvre de prétextes financiers ou techniques, on invoque des comptes. Demandez « à voir ».

Le Comité de « réorganisation » va faire quelque rapport. Mais c'est vous surtout qui devez dire votre mot. Imposez des délégués à ce comité de réorganisation ! Imposez votre contrôle !

CLARE.

Du centre de liaison au front unique

(Suite de la page 2)

Les comités de vigilance locaux passent par des vicissitudes. La plupart proviennent de ce qu'ils prétendent et n'abordent pas de tâches concrètes dans la lutte antifasciste. Pour beaucoup de dirigeants régionaux et locaux, on a fait suffisamment en se déclarant pour l'unité d'action, ou même en tenant un meeting. En réalité à ce moment là on n'a même pas commencé.

Les comités de vigilance doivent développer l'activité que certains d'entre eux ont entraîné : permanence, réunions régulières de comités, organisation de la vente massive de la presse ouvrière, surveillance antifasciste de l'arrondissement, constitution de groupes de défense, propagande pour l'unité d'action et la lutte antifasciste. Les comités de vigilance doivent organiser la propagande dans la masse pour lier la masse à la vie du comité.

Des comités de vigilance qui se limiteraient aux contacts des organisations — et pire encore, aux bureaux des organisations, aux personnalités — seraient des organismes fantômes. (Et le rapprochement des tendances du prolétariat et le moyé sous les manifestations d'une kyrielle d'organisations plus ou moins sérieuses à qui le comité servirait seulement de champ de propagande.)

Se lier aux masses, appeler les ouvriers à soutenir le comité, à participer à sa vie, à sa direction, en y déléguant leurs représentants, c'est la voie pour faire des comités les véritables bastions des quartiers prolétariens. Dans cette voie la classe entière trouvera dans les comités de vigilance ses organismes propres pour la défense, la lutte et le pouvoir. Dans cette voie se posera la tâche de lier les comités, de les réunir dans de prochains congrès.

Du haut en bas des divers organismes de front unis : la tâche des communistes internationalistes et des meilleurs militants révolutionnaires est de réaliser — non pas un front unique représentatif — mais un front unique actif et lié aux masses. La Vérité doit continuer à être un instrument de ce travail !

NOUS VOULONS la semaine de 40 heures et la journée de 7 heures

Depuis que le machinisme se développe et se perfectionne, les ouvriers deviennent chaque jour davantage des *automates*, esclaves de la machine. Car la bourgeoisie n'a jamais songé à faire profiter les travailleurs des nouvelles découvertes et de l'accroissement considérable de la production que celles-ci ont permis.

Lequel de nous qui est en relations avec un ouvrier d'une autre corporation, n'entend pas dire : « Depuis quelques jours, à l'atelier où je travaille, nous avons une nouvelle machine, dans le temps que nous mettions à faire 100 pièces à 10 ouvriers nous arrivons à faire 150 pièces, 200 pièces mêmes à 8 ouvriers ». Ce qui démontre bien, généralisé dans les corporations, que la machine quand elle est au service de la bourgeoisie, crée le chômage. Est-ce à dire que nous devons rendre la machine, outil mécanique construit par les hommes, responsable de la misère ouvrière ?

Evidemment non, car la machine sera un facteur de progrès et de mieux-être pour l'ensemble des hommes, quand ceux qui produisent se seront emparés des usines. Mais, dès maintenant, nous devons lutter pour la diminution de la journée de travail. Et nous avons de bonnes raisons à cela : d'abord parce que les ouvriers produisent beaucoup plus depuis que le machinisme s'est développé ; d'autre part, parce que les méthodes de travail rationalisées, employées partout, usent beaucoup plus vite l'organisme humain ; et que ce que nous avons à défendre ce n'est pas seulement nos heures de liberté qui nous sont chères, mais aussi notre peau.

Il n'est pas un médecin qui a des ouvriers comme clients qui ne reconnaisse l'effet néfaste sur l'organisme humain, des fumées, de l'atmosphère irrespirable bien souvent, des poussières créées par la transformation des matières premières en produits fabriqués. Quand les ouvriers travaillaient dans des petits ateliers et qu'il était nécessaire de faire un long apprentissage pour exécuter les travaux afférents au métier choisi, un compagnon de 60 ans était encore jeune. Mais maintenant, avec le travail à la chaîne, le travailleur est déjà vieux à 45 ans, voire à 40 ans. Il ne peut plus suivre la cadence de plus en plus rapide de la chaîne et se trouve rejeté de la production par les parasites qui s'occupent bien peu s'il pourra manger le lendemain.

Nous voulons que tous les vieux travailleurs aient l'assurance d'avoir leurs jours assurés. Les ouvriers de l'industrie privée ont droit comme tous les travailleurs à ne plus connaître la peur du lendemain.

Pour la journée de 7 heures ;
Pour la semaine de 40 heures ;
Pour l'assurance-vieillesse à tous les travailleurs, soyons tous unis !

La " victoire " d'Herriot

(Suite de la page 1)

sibilité de placement... ce qui représente 10 % de perte sur les capitaux demeurés improductifs » (Id. 13 mai). Le gouvernement a pu emprunter à l'intérieur du pays. On veut que l'ébauche de reprise boursière soit considérée comme le prélude d'une reprise économique.

Aussi certaines couches importantes du parti radical, dont le sort est lié aux fluctuations du marché, se sont vues momentanément attachées par le capital financier à l'union nationale. Mais déjà, la Bourse recule. Elle cache son appât. Elle paraît émue par certaines phrases de la motion sur laquelle s'est appuyé Herriot malade, relative à la dissolution des ligues fascistes.

Le Temps ne cache pas son dépit, sous des formes diverses sous des phrases habiles.

Ainsi se révèle, à grands traits, la complexité des facteurs qui déterminent les courants divers au sein de la petite bourgeoisie.

D'une part, la bourgeoisie voit s'étendre le terrain de masses nouvelles sur lequel elle tente déjà de développer les germes fascistes. La Bourse saura entrer dans la danse. Cependant cette germination, comme le notaient les thèses de la C.E. de la Ligue en août 1933, est subordonnée à l'évolution de la crise elle-même. A l'heure actuelle, ces masses ne sont pas encore levées. Non seulement pour en faire les contreforts de l'Union Nationale, il faut que le 3 % monte mais encore certaines promesses-vœux sont nécessaires, témoin les phrases de la motion finale sur les organisations de « factieux ». Enfin, il apparaît qu'en France, plus qu'ailleurs, le capital financier se cachera plus profondément sous le masque fasciste. Ces masses, en effet sont soumises à des tendances particulières à la France. Elles sont l'objet d'une attention touchante.

Il s'agira de rapprocher... les tendances actuellement divergentes qui se sont exprimées ces derniers temps dans le mouvement néo-socialiste et dans celui de Croix de Feu ». (Pamphlet, revue « Jeune radicale »).

D'autre part, il existe des masses importantes de la petite bourgeoisie qui étaient les éléments les plus actifs du parti radical, dont la lutte (Mantes) pour une radicalisation de la démocratie bourgeoise peut les obliger, par étapes successives à soutenir le prolétariat en marche pour sa libération et celle de la société toute entière. Sur ces masses le prolétariat peut mordre efficacement. Pour cela, il doit opérer son regroupement. Il doit devenir un pôle d'attraction invincible. Il faut imposer aux bureaucraties des II^e et III^e Internationales le front unique systématique. Il faut opposer au bloc bourgeois, et à la tentative de reconstitution du cartel des gauches le bloc prolétarien (Alliance ouvrière).

Il faut clamer « En avant Saint-Denis ». Plus que jamais s'avère indispensable l'unité syndicale avec le droit aux fractions de s'organiser et de s'exprimer démocratiquement.

Mais cette lutte ne sera pleinement efficace que si nous, section française de la IV^e Internationale, développons plus largement nos mots d'ordre, si nous continuons à être à la hauteur de nos tâches historiques.

Telles sont les leçons du congrès radical. Telles sont les conditions de la victoire. P.C.

Les Soviets partout !

(Suite de la page 2)

premier pas effectif vers les soviets. Ainsi les stalinistes français mènent mot par mot et pas à pas la politique funeste des stalinistes allemands.

La politique de pression sur les socialistes n'est pas la nôtre s'écrite Thorez ; nous faisons une politique « indépendante », et pas à la remorque des socialistes !

Cette formule met d'un seul coup à néant toute l'expérience de la classe ouvrière mondiale. La pression sur l'Etat, sur les autres classes et les autres partis, c'est le contenu essentiel de la politique prolétarienne avant la révolution et la conquête du pouvoir. Opposer la « pression » à la « politique indépendante » signifie ne rien comprendre au marxisme. Ce sont les réformistes qui veulent exercer une pression en renonçant à l'indépendance révolutionnaire du prolétariat : c'est pourquoi leur pression est si peu efficace. Ce sont les anarchistes qui ne veulent pas de la politique de pression, qui s'effectue au Parlement, dans les municipalités, etc... en lui opposant leur indépendance... purement imaginaire. C'est le marxisme et le bolchevisme qui ont su coordonner « l'indépendance » avec la pression. Cela veut dire la préparation infatigable de la révolution, avec la lutte pour les réformes, pour les revendications partielles ou contre les réformes à rebours de la réaction.

N'en déplaie à l'inimitable Thorez : le parti prolétarien ne peut effectuer une pression sur d'autres groupements importants que s'il mène une politique vraiment indépendante de classe. Et ce n'est pas du

tout le cas du P.C.F. qui mène la politique dépendante d'une coterie bureaucratique nationale et conservatrice.

L'appareil socialiste, avons-nous dit, doit craquer sous la pression des événements ; ce n'est pas seulement un pronostic ; c'est déjà dans une large mesure une constatation. Mais il en est de même pour l'appareil staliniste : la scission inachevée avec *Saint-Denis* en est une preuve éclatante. Quand la politique de pression n'est pas dialectiquement liée à la politique révolutionnaire, les forces centrifuges déchirent le parti en groupant les éléments de l'opportunisme d'un côté, et ceux de l'intransigeance stérile de l'autre. Doriot lui-même n'évitera la voie de l'opportunisme qu'en s'élevant à cette conception marxiste que nous défendons. En tous cas, la première victime de la politique de Thorez sera son propre parti.

Le regroupement radical de l'avant-garde prolétarienne sur la base du réalisme révolutionnaire, c'est-à-dire du marxisme, du bolchevisme, du léninisme, est inévitable et nécessaire. C'est la seule voie du salut pour le prolétariat français comme pour celui de l'Europe et du monde entier. Nous voulons accélérer ce regroupement, de toutes nos forces, et nous appelons à la même tâche tous les éléments progressifs et résolus de la classe ouvrière.

Ce sera le nouveau parti qui sera appelé à jouer le rôle d'accoucheur des Soviets en France et à guider le prolétariat français vers la victoire sous le drapeau de la IV^e Internationale.

DANS LES REGIONS

Nord Pas-de-Calais

LILLE: MEETING POUR TROTSKY

Ce soir, vendredi, 18 mai, à 20 heures se tiendra au conservatoire, un grand meeting de protestation contre l'expulsion de celui, que la « Dépêche », journal fasciste de Lille, appelle « le massacreur Trotsky » ; nul doute que les travailleurs lillois ne viennent en grand nombre pour se solidariser avec les organisations organisatrices de ce meeting !

Droit d'usage pour Trotsky. Les Russes blancs à la porte.

Tous au Conservatoire, à 20 heures.

Bravo! les Cheminots du Blanc

Les cheminots du Blanc, unitaires et confédérés, viennent, dans une réunion, de décider la constitution d'un syndicat unique. Désormais rien ne se fera sans que l'ensemble des syndiqués des deux tendances n'ait pris position; les lecteurs de notre « Vérité » ont pu prendre connaissance de cela dans le Numéro du 11 Mai, ne revendiquant donc pas la dresse.

Mais ce que nous constatons, c'est que nos camarades du Blanc ont su, dans leur geste, qu'ils en avaient assez de la comédie jouée sur l'unité syndicale depuis des années par leurs chefs, qui en réalité sont contre; ils ont voulu donner non seulement un avertissement aux deux C.G.T., mais surtout donner le signal au prolétariat organisé de ce pays; nul doute que celui-ci le comprenne.

Nos camarades du Blanc, avec méthode et en voulant prendre toutes les garanties que leur geste ne soit sans lendemain, ont pris des mesures pour que les inorganisés reprennent confiance; ceux-ci auront désormais une carte avec un timbre spécial en attendant qu'ils reprennent leur place dans le syndicat unitaire, et de cette façon ce sont des combattants de plus qui bientôt prendront leur place dans la lutte pour la réalisation de l'U.S.

Nous ne pouvons qu'approuver le geste des camarades, mais ce geste ne doit pas se limiter au Blanc. Il faut que cela soit connu de tous les syndiqués en France, car tous les départements des camarades doivent se mettre en liaison avec eux.

Pour le Nord : chaque militant sérieux qui comprend que l'U.S. est une question capitale pour le prolétariat, doit tout de suite se mettre au travail et commencer la lutte dans son syndicat. A vous camarades cheminots d'Hellemmes qui discutez dans des controverses inutiles sur l'U.S. où vos chefs ont surtout, avant tout autre préoccupation essayés d'escamoter des voix en faveur de l'un ou de l'autre, et d'employer la politique de grignotages, il appartient d'être les premiers dans cette lutte. Votre devoir est de faire comprendre à vos dirigeants la nécessité de mettre les cheminots du Blanc à l'ordre du jour de vos prochains assemblés généraux, leur faire comprendre qu'il ne s'agit pas de savoir si l'unité syndicale se fera dans une C.G.T. lutte de classe, ou si elle se fera par la rentrée individuelle, mais qu'il faut réaliser l'U.S. tout court, et que le moyen nous en est donné par les camarades du Blanc.

Dans le bâtiment et dans la métallurgie, les militants doivent également se mettre à la tâche. Partout dans le Nord et le Pas-de-Calais, il faut sonner le réveil et prendre résolument la tâche qui leur incombe. Je le répète, c'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat. Le gouvernement des bourgeois veut en finir avec le mouvement syndical, et le général dans ses desseins, et le prolétariat ne peut le général s'il est fort, mais le temps presse. Nos camarades du Blanc doivent, s'ils veulent que leurs efforts soient couronnés de succès, faire connaître leur position par tous les moyens, dans tous les coins de ce pays; ils connaissent des sympathisants ou susceptibles de l'être, des tracts *sur* *la* *question* *syndicale* *en* *Indo-Chine* *et* *en* *Alsace* *doivent* *être* *envoyés* *pour* *être* *distribués* *à* *la* *porte* *des* *usines* *ou* *à* *la* *porte* *des* *Bourses* *du* *travail*, *ce* *qui* *permettra* *de* *faire* *connaître* *d'une* *façon* *efficace* *leur* *position*.

Nos camarades de Lille se mettent, d'une façon absolue, à la disposition des cheminots du Blanc pour ce travail et de plus commenceront la lutte dans leurs syndicats respectifs pour faire triompher leur position.

DE VREYER Eugène.

FIVES Un meeting

Samedi soir, 12 mai, dans la salle des Fêtes de Fives, la C.G.T.U. et le Secours Rouge ont organisé un meeting où la délégation ouvrière en Indo-Chine a exposé les résultats de son enquête. La réunion commence par une allocution de Cadras, travailleur calaisien du S. R., de retour d'Allemagne, qui parle des camps de concentration hitlériens et surtout de l'angoissant secret qui entoure la séquestration du camarade Thaelmann.

Trois orateurs, dont Péri, traitent ensuite de la question Indo-Chinoise, exposent la lutte tragique des paysans et ouvriers coloniaux, dénoncent la politique gouvernementale qui, pour sauvegarder les capitaux engagés dans la colonie, a ruiné des milliers de paysans, stigmatisent la féroce répression qui écrase les indigènes (30.000 morts, 10.000 déportés dans les bagnes; récemment encore des condamnés à mort par dizaines).

Deux cent cinquante personnes environ assistent au meeting. C'est un échec. Les travailleurs, absorbés par la lutte pour les salaires, par la mobilisation contre le fascisme, éprouvent peu d'intérêt pour les questions coloniales.

Nous pensons que si le sentiment de solidarité entre les prolétaires de la métropole et des colonies n'a échoué que chez une faible minorité d'ouvriers révolutionnaires, le manque de vie intérieure du Parti Communiste y est pour quelque chose.

De plus, il y a lieu de se souvenir qu'à l'égard de militants révolutionnaires Indo-Chinois, de tendance trotskyiste, présentés au cours de leur lutte contre l'impérialisme français, la presse communiste est systématiquement demeurée silencieuse (voir par exemple « La Vérité » du 19 Janvier 1933).

La « solidarité révolutionnaire » ne saurait être, sans danger, une formule comprise avec sectarisme.

GUFFROY.

HAUBOURDIN Un patron de combat: Brabant

L'adjoint au maire d'Haubourdin, Brabant est fasciste. En admiration devant les « réalisations » hitlériennes, ce sale individu voudrait procéder à des expériences sur ses propres exploités. Mais confiant dans l'influence « pacifiante » des curés il se figure peut-être rentrer par son exploitation sans coup férir. Il se trompait, une section syndicale unitaire devait, en effet, porter des durs coups à ses espoirs.

Un délégué syndical ayant demandé 4 jours de congé et n'ayant pas pu rentrer à la date fixée, notre bourgeois se crut permis de le mettre à la porte. Ce geste, dégoûtant en soi, devenait pour le cas précis de notre camarade délégué, un coup direct contre le syndicat. Aussi les travailleurs, pour montrer leur solidarité et leur intention de défendre leur organisation se mirent-ils en grève.

Brabant, en réaction, et bien que portant ainsi atteinte à la légitimité de sa propre classe, prononça le licenciement général du personnel. En même temps, un écrivain annonçait « on embûche ». La manœuvre était nette, écarter parmi

ceux qui allaient se présenter, les militants actifs. Mais cette manœuvre ne trompa personne, les gars tiennent bon, seuls quelques « chrétiens », endormis par les curés ont repris le travail.

Les ouvriers attaquent Brabant au profit de l'usine.

Bien sûr, travailleurs de chez Brabant ! Grâce à votre syndicat unitaire, votre action a été positive et les camarades inorganisés doivent comprendre la nécessité de renforcer le syndicat.

Une double tâche repose sur vous, convaincre les camarades chrétiens soumis à « l'opium du peuple » et lutter pour la réalisation de l'unité syndicale par congrès de fusion, seul gagé des luttes victorieuses du prolétariat !

Un gars d'Haubourdin.

Ces deux événements montrent une fois de plus combien le mot d'ordre pour lequel les blocs socialistes luttent depuis des années est susceptible d'éveiller un écho dans les différents organismes syndicaux; c'est par un redoublement d'efforts de notre part que tous les travailleurs, convaincus qu'il faut réaliser l'unité syndicale organique et en attendant l'unité d'action, parviendront à s'organiser dans chaque centrale syndicale pour imposer aux diverses bureaucraties : le congrès de fusion !

Un groupe de la Ligue communiste, dans les A.M. est en formation; que tous les camarades d'accord avec nous, sympathisants, des A.M., écrivent à la Vérité » qui transmettra.

Ils seront rapidement convoqués pour l'organisation du travail bolchevik-léniniste dans le département.

HÉNIN-LIÉTARD Pour clore un pénible incident

Aux obsèques du glorieux camarade Fontaine, mort à son poste, dans la lutte du prolétariat contre le fascisme montan, la Ligue Communiste avait déposé une couronne sur la tombe du militant ouvrier.

Or, nous avons reçu la lettre suivante : Hénin-Liétard, 27 Avril 34.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que contrairement aux idées révolutionnaires de mon défunt mari, je ne puis accepter la couronne que votre groupe avait déposée au cimetière, le jour des funérailles.

Je vous prie donc de vouloir bien venir la retirer; elle se trouve à la boucherie coopérative, où elle est à votre disposition jusqu'au 5 mai.

Recevez, Monsieur, mes sincères salutations.

Mme Vve FONTAINE.

Ayant la conviction que cette lettre n'est que le résultat d'une pression exercée, sur une femme éprouvée, par les bureaucraties des organisations staliniennes, nous tenons simplement à souligner, d'abord que cette couronne a été payée par des cotisations d'exploités, travailleurs ou chômeurs, qui luttent contre le fascisme, et dont certains se sont battus aux côtés de Fontaine contre les camélots du roi, et dont d'autres tomberont à leur tour demain, dans le combat, ensuite que cet incident nous fournit un exemple typique, un de plus, de la façon dont les dirigeants du communisme officiel comprennent les rapports entre les différentes tendances du mouvement ouvrier révolutionnaire.

L. C.

ALPES-MARITIMES Pour l'unité syndicale

Cette note, aujourd'hui, sur la question syndicale. D'abord, dans l'enseignement, des pourparlers sont menés, sans beaucoup de succès d'ailleurs, entre les Fédérations départementales confédérées et unitaires pour envisager la fusion; l'une et l'autre s'accusent d'ailleurs mutuellement de manoeuvrer, mais il ressort des renseignements parvenus, des notes dans la presse corporative, qu'il existe un courant pour la fusion chez les confédérés comme chez les unitaires.

Après diverses considérations générales sur la nécessité de l'unité syndicale, la résolution adoptée et développe la partie pratique, c'est-à-dire comment peut se réaliser l'unité syndicale par un congrès de fusion, et nous devons déclarer que chaque camarade peut adopter les positions incluses dans cette résolution.

Léon TROTSKY HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

TOME III (Suite)

Après les journées de Juillet, le rapport des forces se modifie nettement en faveur de la bourgeoisie. Elle se montre prête à écraser les bolcheviks; et les conciliateurs n'y verraient pas d'autre inconvénient si les cosaques et chevaliers de St-Georges n'étaient destinés à les balayer après les bolcheviks. De sorte que leur position est un continuel louvoiement : proposant tantôt des mesures de répression, ils proposent le moment d'après la réalisation du programme établi en juin par le Congrès des Soviets. Simple proposition verbale mais qui effraye assez la bourgeoisie pour que le prince Lvov abandonne la présidence du Gouvernement Provisoire et passe la succession à Kérénsky déjà titulaire des portefeuilles de la Marine et de la Guerre, tandis que Tséreléli devient Ministre de l'Intérieur.

Parallèlement à ce remaniement à gauche du Gouvernement Provisoire, la Contre-Révolution marche à grands pas. Les fusillades des journées de Juillet deviennent d'authentiques héros, tandis qu'on procède à des arrestations de plus en plus nombreuses des « Léninistes, ces agents de l'Allemagne ». Les ouvriers de Pétrograd sont désarmés, et en province les Comités agraires dissous. Sur le front la peine de mort est rétablie. Les cadets en étroite liaison avec les industriels et diplomates alliés et la main dans la main avec les généraux tsaristes redoublent leurs coups contre Kérénsky. Celui-ci capitule et donne le haut commandement à Kornilov. Kornilov accepte à la condition qu'il ne sera responsable que devant sa conscience et le peuple, qu'il nommera seul aux postes élevés du commandement, qu'il rétablira la peine de mort à l'arrière.

La Contre-Révolution enthousiaste applaudit.

Kérénsky était investi depuis le 21 juillet de pouvoirs illimités. Regardé par la masse de la population comme le sauveur, le maître du destin placé au-dessus des classes, on le croit capable d'exercer une autorité de fer. Mais à la différence des deux Bonaparte, le malheur de Kérénsky fut de se trouver dans un pays où la « Révolution n'avait pas encore résolu ses propres problèmes, ni épousé ses propres forces ». Le Kérénskysme, ce succédané du bonapartisme était incapable de résoudre ces problèmes. Certe, Kérénsky poursuivait la guerre impérialiste protégait

les domaines des nobles contre les attentats, différait les réformes sociales jusqu'à des temps meilleurs, mais porté au pouvoir par la petite-bourgeoisie, il ressentait en contre-coup la poussée des masses, et surtout il interdisait par sa présence, à la bourgeoisie de pouvoir placer ses hommes à elle à la direction du pays. A la Conférence d'Etat à Moscou il lance des rodonomades : « de nouvelles tentatives contre le pouvoir seront nettement réprimées par le fer par le sang », il se proclame à tout bout de champ « le chef suprême ». Mais ces déclarations n'illusionnent personne. Elles sont l'expression d'une impuissance foncière, d'une forme de régime qui en criant bien fort qu'il a la force, croit la posséder en réalité. Les classes possédantes ne se contentent pas de ces formules creuses. Elles veulent un homme à elles et opposent bientôt à l'arbitre national un personnage choisi dans leurs propres rangs : Kornilov.

Leur but n'est certes pas de rétablir la monarchie; ce rétablissement est impossible mais d'instaurer une dictature militaire. Le nid du complot fut donc le Grand Quartier Général exclusivement composé de généraux tsaristes, et le Corps des Officiers, réactionnaire.

Le ministre-président Kérénsky était au courant du complot. Les conversations très sérieuses sur un éventuel changement de régime avaient eu lieu entre lui et les généraux, de sorte qu'en ne faisant pas arrêter Kornilov dont il connaissait les projets, dès ce moment il violait la légalité qu'il était chargé de faire respecter. Son rôle ne se borne pas là.

Kérénsky prétendait jouer aussi ses chances et profiter du complot militaire pour son propre compte. Des relations suivies avec Kornilov où il ne se montre pas opposé à la possibilité d'une dictature, ont lieu; mais en même temps il connaît le plan de Kornilov et peut se l'approprier. A la vérité ce plan était simple : marcher sur Pétrograd et s'en emparer au moyen de troupes sûres. Kornilov avait sous la main quelques divisions de cosaques caucasiens « prêts à massacrer n'importe qui », et en liaison avec les sociétés patriotiques de Pétrograd, il se faisait fort de prendre la citadelle de la Révolution sans résistance. Déjà Riga cédait à la pression des Allemands, et la défaite était exploitée avec tant d'ap-

VIENNE

POITIERS Pour Trotsky

Un groupe de travailleurs de Poitiers, réunis en une assemblée d'informations, après avoir entendu l'exposé des camarades de la Ligue, considérant que le communisme est la seule voie qui conduise à l'émancipation des travailleurs et que, devant le fascisme menaçant, il est indispensable de réaliser le bloc de tous les révolutionnaires sincères, adresse au camarade Trotsky, frappé par le gouvernement des décrets-lois, l'expression de son salut le plus fraternel.

REGION PARISIENNE Les Travailliers Étrangers et la Crise

La bourgeoisie nationaliste vient de remporter une première victoire sur les travailleurs émigrés, victimes de la crise; sur les « méteques », comme ils disent.

Dusqu'ici les travailleurs étrangers chômeurs bénéficiaient des mêmes avantages que les chômeurs français à une condition qu'ils montrent patte blanche devant les Pouvoirs Publics et qu'un concordat soit passé avec leur pays.

Evidemment, les travailleurs révolutionnaires sont exclus du chômage, tout au moins ceux n'ont pas de carte de travailleur, et ils sont nombreux.

Mais, cette attaque n'est pas simplement dirigée contre la main-d'œuvre étrangère, c'est aussi une attaque contre la classe ouvrière française et contre les chômeurs en particulier.

Les deux fractions qui ont été retirées par jour, sur la maigre allocation de chômage aux travailleurs, doivent faire réfléchir tous les étrangers chômeurs; vous devez comprendre que la bourgeoisie ne s'arrêtera pas à cette mesure et que demain ce sera votre tour de subir cette diminution. Une organisation qui prétend défendre les chômeurs aurait dû appeler ceux-ci à manifester contre cette iniquité, non pas du bout des lèvres, mais par une action précise.

N'avoir pas compris que les travailleurs n'ont pas de Patrie, mais un intérêt commun : lutter contre leurs exploitateurs et contre l'Etat qui n'est pas au-dessus des classes, mais au service d'une classe : Le Capital.

Hélas ! non seulement la majorité des chômeurs n'a pas protesté, mais même ceux qui sont prétendument révolutionnaires, internationalistes sont restés muets.

Le mot d'ordre : « Chassez les méteques, et la crise sera conjurée », trouve de plus en plus de crédit, en particulier, chez les travailleurs les plus exploités. Pour inaugurer ce poison mensonger, la bourgeoisie a toute une armée de valets

requis qui ne craignent pas la crise. Certes, si la bourgeoisie avait les raisons de la crise, son régime serait de courte durée. C'est pour cette raison qu'elle rejette son crime sur des innocents.

La France a toujours été une terre d'émigration. Déjà, en 1876 on comptait en France : 201.724 immigrants; en 1911 : 1.159.835, et pourtant il y avait du boulot !

Mais notre bourgeoisie n'est pas conséquente avec elle-même, ce qui est considéré comme une plaie en 1934, c'est considéré comme un palliatif provisoire au déficit de notre natalité en 1922. Comme on le voit, tant qu'il s'agissait d'exploiter, de retirer des dividendes des travailleurs étrangers des deux sexes, jeunes et vieux, ceux-ci étaient reconnus d'utilité publique. Ils pouvaient sur le sol de la France, si cher aux stavicrates, vivre en toute « liberté ».

La main-d'œuvre émigrée est un appoint, une souape de sûreté, autrement dit un bouche-trou, pour la bourgeoisie qui entend s'en servir à sa guise. Le P.C. analyse cette question d'une façon fautive (ce qui n'est pas un nouveau). Ceux qui disaient dans le P.C. que la bourgeoisie se servirait de la main-d'œuvre étrangère comme d'une souape de « sûreté » se voyaient répondre par le « prophète » Sémard : qu'ils n'y comprenaient rien (quelques mois plus tard, ce même Sémard avait découvert la souape de sûreté).

Le parti socialiste lui, est pour la réglementation : dix pour cent. Cela montre la félonie des socialistes, quand on regarde les statistiques : rentrée, sortie des étrangers.

Prétendre que l'expulsion des chômeurs ou leurs réglementations feront revenir une ère de prospérité, c'est tromper la classe ouvrière, c'est organiser une lutte fratricide.

N'oublions pas que les travailleurs étrangers, dans leur majorité, remettent sur le marché le papier-monnaie qu'on leur a remis en échange de leur force de travail; que beaucoup d'entre eux sont adaptés en France; ils se sont créés un foyer et quelquefois même constrait une petite maison qu'ils ne quitteront que pour aller dans leur dernière demeure, à moins qu'avant cette issue, ils ne voyent venir un beau matin l'huissier et le commissaire, les chasser au nom de la loi.

Chômeurs, pour défendre vos revendications il faut être unis. Il n'y a pas d'étrangers, ni de français, ni de coloniaux, mais une seule et même classe : la classe des exploités qui doit battre ses exploitateurs pour abolir les frontières ainsi que l'exploitation de l'homme par l'homme.

Souscription pour la Vérité

- | |
|--|
| Clor 4; Carré 10; Bolard 20; S.D. Mamoury 20; Güzagnair 10; Groupe A.16; Lhuillier 5; P.L.; Sauveage 5; Lermillier 5; Groupe D. 95; Anonyme Villejuif 10; Gosset 5; Maurice 5; X 1; Wagner 10; D 100; Lohiac 5; Groupe A 31,50; Réunion sympathisants 20; 36,15; Claude N. 30; Autuche 5; Grosse 30; Meunier 10; Claude 25; Meche 10; Naville 5; Elena 5; Henri 5; Vannier 5; Lhuillier 5; Briard 1; Stevie 1; Pierre 5; Boitel 5; B. 5; O. ; Janin 5; Cami 30; Legrand 10; Goffin 10; Clar 12,50; Horo 2; Jules 2; Albert 10; Lebon 5; Tessier 2,50; Martin 10; Sophie 10; Lucienne 5; T. 2; Denise 5; V. 1,50; Bourhis 50; Jean Luor 20; Remis au thermomètre 15; groupe B.G. 16; Dhan 20; Gandore 5; P.N. 50; A. 30; Char 30; Cami 5; J. 5; Gerard 20; Naudat 10; Resnay 10; Clar 20. |
|--|
- Total pour 6 semaines : 2.174 fr. 15.

Légitime défense

(Suite de la première page)

nilé en passant par la C.G.T. et le parti socialiste. Un tel mot d'ordre est illusoire et dangereux. Le capitalisme ne peut pas désarmer ses bandes d'assassins. Il en a maintenant plus besoin que jamais. Il ne pourra pas consentir à se priver des moyens de mater les travailleurs.

Ceux-ci n'ont rien à attendre du gouvernement pour les protéger contre les bandes de la réaction et du fascisme. Au contraire, il excite sans cesse la police et l'entraîne à tuer des ouvriers.

Pour les masses laborieuses, la question de la protection de leur existence est entre leurs propres mains. Aux bandes armées, il faut opposer les milices antifascistes. La propagande, chère à Paul Faure, et l'autodéfense de masse chère aux rédacteurs de l'Humanité, ce sont, dans le cas présent des échappatoires, pour se dérober aux responsabilités.

La propagande avortera l'action de masse échouera si l'une et l'autre ne sont pas combinées à l'organisation de groupes de défense de travailleurs, aptes à répondre du tac au tac à l'ennemi de classe.

Les groupes réactionnaires s'arment. Nous avons cité des déclarations de leurs chefs devant la commission d'enquête. Dans les commandements des « Jeunes patriotes » lyonnaises, on lit :

« Vous avez donc le droit et le devoir d'être armés, et bien armés... N'ayez aucun scrupule, aucune crainte. Si la loi vous défend d'avoir sur vous des armes, elle ne vous empêche point d'avoir chez vous des armes... Individuellement « armons-nous donc et attendons les ordres » ».

Le « Populaire » du 14 mai qui publie ces lignes n'en tire aucune conclusion et se livre à quelques réflexions qui veulent être spirituelles. Les travailleurs que les bandes réactionnaires menacent ont besoin de conseils un peu plus substantiels.

Il faut dire en pleine conscience des responsabilités : Ouvrier, paysan, travailleur, tu es menacé par des bandits armés. Ne compte pas sur d'autres que sur toi pour protéger ton existence. Par conséquent arme-toi. Dès qu'ils te sauront prêts à leur riposter sérieusement, ces bandes d'assassins seront déjà beaucoup plus prudentes. N'attends rien du gouvernement, de sa police et de sa justice. Ne compte que sur toi et sur les armes dont tu disposeras.

Suspension de "La Torche"

Les autorités policières de Madrid, en se basant sur l'état d'alarme, ont suspendu pour un temps indéfini la publication de « La Torche », organe de la Ligue Communiste d'Espagne.

Le premier numéro de l'organe de nos camarades espagnols avait obtenu un grand succès. Les 5.000 exemplaires ayant été vendus et beaucoup de demandes n'ayant pu être satisfaites. C'est ce résultat qui permet de comprendre l'énorme persécution commencée par la police. Seulement pour avoir vendu le journal à Madrid, le 1er Mai, huit camarades ont été arrêtés. Comme, malgré cela, le journal continuait à être vendu, les autorités ont décidé de le suspendre et de saisir les numéros en circulation sur les travailleurs pour leur arracher des mains. Le journal a été saisi aussi dans les kiosques.

Service des Livres

L. Trotsky : Cours Nouveau (1923) : 3 fr.
 L. Trotsky. Les Problèmes de la guerre civile 1 fr. 50.
 L. Trotsky. Les problèmes de la Révolution allemande : 1 fr. 50.
 L. Trotsky. La Seule Voie (1931) : 2 fr.
 Que s'est-il passé en Allemagne (1933) : 0 fr. 50.
 P. Frank. La Semaine du 6 au 12 Février : 0 fr. 50.
 Victor Serge. Le problème de l'illégalité : 0,50.
 Thèses politiques adoptées à la 2^e conférence nationale de la L.C. (1933) : 0 fr. 50.
 La Lutte de Classes. Année 1930 : 30 fr.
 La Lutte de Classes. Année 1931 : 20 fr.
 La Lutte de Classes. Année 1932-1933 : 20 fr.

Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'il lui accorde.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE 50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25) Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR.

Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15^e).

CYCLES.

Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE-COUTURE - CONFECTIION

« La femme sans tête » 3bis, rue Louis Braille, 12^e Métro Daumesnil et Bel Air Réduction de 5% aux lecteurs de la «Vérité»

HOTELS.

Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, pr. modérés) (13^e).

RESTAURANTS.

Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6,50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis. (19^e) Repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris